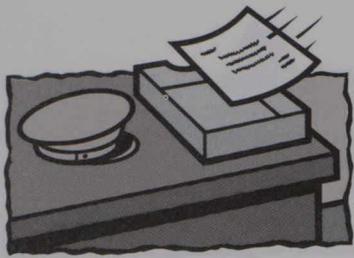


CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Le B-2 au milieu des controverses

■ Le 17 juillet, le bombardier indétectable B-2 a pris son envol pour la première fois. Chaque exemplaire devant coûter 530 millions de dollars US (la facture totale, pour les 132 appareils que l'on voudrait acheter s'élèverait à 70 milliards), ce premier vol a suscité de fortes turbulences à Washington, où les législateurs discutaient du budget de 1990 et, plus généralement, de l'avenir des forces stratégiques américaines.

En juillet, la *House Armed Services Committee* a décidé de réduire d'un milliard de dollars le budget affecté au bombardier indétectable en 1990 et de n'acheter l'an prochain que deux appareils au lieu de trois. Selon la résolution de la Chambre, l'Aviation militaire ne pourra même pas acheter ces derniers tant qu'elle n'aura pas expliqué comment elle compte réduire le coût du programme. La résolution du Sénat était nettement moins restrictive; elle exigeait simplement que le Pentagone confirme la navigabilité du B-2 et sa capacité de pénétrer les défenses soviétiques. Cependant, le Sénat n'a à peu près pas touché au budget. Un comité mixte est censé concilier ces divergences de vues d'ici l'automne, mais l'Aviation militaire risque d'avoir besoin de beaucoup plus de temps pour produire les justifications et preuves de performance exigées d'elle au sujet de l'avion.

Le débat sur le B-2 fait partie de discussions plus vastes menées entre le gouvernement Bush et le Congrès au sujet de la structure à venir des forces nucléaires stratégiques des États-Unis. En janvier, le président Bush a annoncé que les plans de modernisation des forces armées seraient réexaminés avant la reprise des négociations sur la limitation des armements avec les Soviétiques. Cet examen se fait attendre depuis déjà trop longtemps, mais la structure qu'auront les forces américaines commence de toute façon à se dessiner à la faveur de la lutte acharnée qui se livre sans répit au Congrès.

En avril, le Pentagone et le Congrès en sont arrivés à un compromis selon lequel le missile *Midgetman* à ogive simple, qui compte peu d'adeptes au Pentagone, serait réinscrit au budget de 1990, à condition que se poursuive le financement de la version mobile sur route du missile *MX* à dix ogives. À la fin de juillet, la Chambre des représentants a d'abord décidé de réduire de moitié les fonds affectés au déploiement du *MX*, puis d'annuler le programme du *Midgetman*. Ce double coup de poignard résultait des tractations politiques au Congrès, et non d'analyses stratégiques. Quand les démocrates ont décidé de limiter le budget du *MX*, les républicains ont riposté en votant avec les démocrates libéraux contre le programme *Midgetman*.

Dirigée par les membres du Congrès représentant l'État de New York, lesquels sont résolus à sauver l'usine *Grumman Aircraft* de Long Island, la Chambre a cisailé encore davantage le budget de défense du gouvernement en réservant de nouveau des fonds pour le chasseur *F-14* (un des deux seuls grands programmes d'acquisition que le Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, avait réussi à réduire dans son premier budget).

Témoignant devant le Congrès, les chefs du Pentagone ont fait valoir que, sans le B-2, les négociateurs américains à Genève devraient revoir leur position, voire se retirer complètement des pourparlers. Le président Bush, ne disposant toujours pas des conclusions de son réexamen stratégique, a prétendu qu'il avait élaboré un solide programme stratégique fondé sur le B-2, le *Midgetman* et le *MX* ainsi que sur la continuation de l'IDS. Ajoutant sa voix à tout ce tohu-bohu au cours d'une visite à Washington en juillet, où il a notamment témoigné devant la *House Armed Services Committee*, le maréchal Akhromeyev, conseiller spécial de M. Gorbatchev, a déclaré aux reporters que, si le B-2 était déployé, l'Union soviétique réagirait.

Ramasser les pots cassés à Ottawa

■ Le gouvernement Mulroney n'a amorcé aucun réexamen formel de sa politique de défense après les coupures budgétaires de cette année, mais diverses déclarations offi-

cielles révèlent l'orientation que suit la pénible réévaluation ayant actuellement cours à Ottawa.

En vertu du programme envisagé dans le Livre blanc, la Marine aurait possédé une flotte de vingt-huit navires de combat, dont douze frégates, quatre destroyers et douze sous-marins à propulsion nucléaire. L'achat de ces derniers aurait notamment supposé l'annulation du plan portant sur l'acquisition d'une troisième série de six nouvelles frégates, lesquelles devaient entrer en service à la fin des années 1990. Avec l'abandon du programme des sous-marins nucléaires, les officiers de la Marine canadienne espéraient que la troisième série de frégates figurerait de nouveau dans les plans. Prenant la parole devant un comité des Communes en juin, le ministre de la Défense, M. William McKnight, a anéanti ces espoirs en annonçant que ces frégates ne seraient pas construites. Aucune décision n'a encore été prise quant au remplacement des trois vieux sous-marins classiques.

Sans la troisième série de frégates, le Canada disposera de seize navires de combat de surface à la fin du siècle, dont quatre auront alors vingt-cinq ans. Si l'on se contente de remplacer les trois sous-marins classiques, sans plus, la Marine canadienne pourrait bien voir arriver l'an 2000 avec moins de vingt bâtiments de combat.

Toujours en juin, M. McKnight a déclaré à des reporters en Europe que le gouvernement prendrait à la fin de l'année une décision sur le remplacement d'un petit nombre de chars de combat pour les Forces canadiennes déployées là-bas. Entretemps, Ottawa a abandonné les plans qui, dans le Livre blanc, concernaient l'expansion de nos forces armées en Europe, dont les effectifs seraient ainsi passés au niveau d'une division. Le Canada avait promis à l'OTAN de réaliser cette expansion, pour compenser l'annulation de l'engagement qu'il avait pris de renforcer le nord de la Norvège.

Enfin, le ministère de la Défense nationale (MDN) a décidé d'accroître sa flotte d'avions de patrouille à grande autonomie (les *Aurora*) en achetant trois autres cellules de Lockheed. Le nouvel avion (qui s'appellera *Arcturus*) ne sera pas muni du matériel perfectionné de surveillance électronique dont l'*Aurora* est doté; il se chargera de

patrouiller au-dessus de l'Arctique pour protéger la souveraineté canadienne, et il libérera ainsi les *Aurora* qui pourront dès lors se concentrer sur la lutte anti-sous-marine.

Un Mig s'écrase en Belgique

■ En juillet, les moteurs d'un *Mig-23* soviétique ayant décollé d'une base en Pologne sont tombés en panne. Le pilote orienta son appareil vers la Baltique et actionna le mécanisme d'éjection; mais à ce moment-là, les moteurs se remirent à fonctionner, l'avion tourna vers l'Ouest, traversa l'espace aérien de l'OTAN et s'écrasa finalement en Belgique. Les Soviétiques ont admis qu'ils n'avaient pu suivre l'appareil sur leurs écrans radars et qu'ils n'en connurent le sort définitif qu'au moment où les autorités occidentales les en informèrent. Selon des sources officieuses, les pilotes de l'OTAN auraient refusé d'abattre le *Mig*, car ils craignaient que celui-ci fût équipé de missiles à ogive nucléaire.

Un lac de béton

■ En juillet, des reporters occidentaux ont été autorisés à visiter le complexe industriel de Kyshtym, à l'est de l'Oural. C'est là que se trouve le principal complexe militaire de réacteurs nucléaires soviétiques; on y est d'ailleurs en train de les retirer progressivement, vu leur obsolescence. Les Soviétiques ont commis de terribles erreurs pendant la manipulation de matières nucléaires à Kyshtym, et ils ont notamment confirmé l'existence d'un lac radioactif, qu'ils proposent de remplir avec du béton.

La liste des accidents nucléaires et des cas où l'utilisation des matières nucléaires a été mal gérée s'allonge toujours; on vient de la rendre publique pour la première fois, de sorte que le sentiment anti-nucléaire semble maintenant s'être répandu en Union soviétique. Au Congrès des représentants du peuple en juin, ceux-ci ont réclamé la fin de tous les essais nucléaires en URSS. Après une interruption de presque cinq mois, le programme des essais a repris le 8 juillet, quand les Soviétiques ont provoqué une explosion souterraine à Semipalatinsk. □

— DAVID COX